

Renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles au Burundi : Enseignements et recommandations du projet PARE - COVID

RAPPORT DE SYNTHÈSE DE L'EXAMEN

JUIN 2026



CONTENU

Résumé exécutif	3
Contexte du projet	4
À propos du projet PARE-COVID	5
La méthodologie d'examen des projets	6
Impact du projet	7
I. Amélioration des moyens de subsistance grâce à une productivité accrue	7
II. Renforcer la résilience climatique par l'adaptation et l'agroécologie	9
III. Prise en compte du genre et autonomisation des femmes	11
IV. Améliorer la nutrition des ménages et la sécurité alimentaire	12
V. Promouvoir la participation et la cohésion communautaires	14
Conclusions and Recommendations	16

Remerciements :

Au nom du Partenariat de la société civile pour le GAFSP, l'ESAFF et l'ESAFF Burundi tiennent à exprimer leur sincère gratitude à tous les partenaires et parties prenantes dont les contributions ont rendu cette évaluation possible, notamment le GAFSP, le FIDA, la CAPAD, la SOCOPA, l'IITA, l'ISABU, le Bureau des normes du Burundi et toutes les institutions collaboratrices. Nous remercions les coopératives agricoles de Cendajuru, Gisuru, Kinyinya, Ruyigi, Gisagara et Mishiha, les autorités locales de Buhumuza, les équipes de vulgarisation et les membres des communautés pour leur temps, leur ouverture et leurs précieux commentaires lors de l'évaluation. Nous saluons également le dévouement des examinateurs, des enquêteurs, des facilitateurs et des équipes de terrain dont le professionnalisme a garanti la qualité, la crédibilité et l'exhaustivité de ce rapport. Nous accordons une grande importance à ce partenariat collectif.

Résumé exécutif

Le Forum des petits agriculteurs d'Afrique orientale et australe (ESAFF), par le biais du Partenariat de la société civile pour le GAFSP, a mené un examen participatif du projet PARE-COVID (*Soutien aux petits agriculteurs familiaux membres des coopératives CAPAD pour qu'ils soient résilients aux effets de la pandémie de COVID-19*), en utilisant une méthodologie participative, qualitative et fondée sur les droits, entre le 17 et le 23 novembre 2025.

Les conclusions de l'évaluation indiquent que le projet PARE - COVID, mis en œuvre par la Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement (CAPAD) et cofinancé par le GAFSP, a permis une reprise post - pandémie significative pour plus de 4 800 familles de petits exploitants agricoles, réparties dans neuf coopératives de l'Est du Burundi. En améliorant l'accès à des semences de bananes et de haricots de haute qualité, en renforçant les structures coopératives, en réhabilitant la filière banane et en promouvant des techniques agroécologiques, le projet a stimulé la productivité, les revenus et la résilience climatique. Les agriculteurs ont constaté des augmentations substantielles des rendements, grâce à l'utilisation de plants sains, à l'amélioration de la

fertilité des sols et aux structures d'apprentissage entre agriculteurs. L'amélioration de la commercialisation collective et le renforcement des liens avec la SOCOPA ont permis une plus grande stabilité des prix à la production, tandis que les groupes d'épargne MUSO ont favorisé l'inclusion financière et réduit la dépendance aux prêteurs informels.

Le projet a démontré l'efficacité des approches coopératives pour organiser les agriculteurs, garantir une répartition équitable des bénéfices et faciliter l'accès aux marchés. L'agroécologie s'est révélée une stratégie performante pour gérer les aléas climatiques, grâce à des pratiques telles que le paillage, le compostage, les cultures intercalaires et l'utilisation d'intrants organiques qui améliorent significativement la rétention d'humidité des sols et la résilience des cultures face aux variations de la pluviométrie.

La livraison des semences, l'installation des équipements de transformation et le déblocage des fonds ont nui à l'efficacité. La participation des femmes et des hommes demeure inégale en raison du nombre limité d'activités ciblées. Les possibilités de renforcer l'éducation nutritionnelle sont également sous-exploitées.

Recommandations

- Augmenter le montant des subventions aux coopératives et étendre le soutien à d'autres cultures et à l'élevage.
- Étendre le projet au-delà des neuf coopératives actuelles afin d'y inclure davantage de membres de CAPAD.
- Investir dans des solutions d'énergie propre (par exemple, des micro - réseaux solaires) pour les coopératives et les SOCOPA.
- Améliorer les infrastructures d'irrigation pour stabiliser la production face à la variabilité climatique.
- Renforcer l'intégration de la dimension de genre grâce à des formations au leadership et à un soutien ciblé aux entreprises féminines.
- Élaborer un plan nutritionnel structuré comprenant des démonstrations culinaires et une formation à l'utilisation des aliments.
- Garantir un décaissement rapide des fonds et une installation plus rapide des équipements de traitement.
- Établir une stratégie agroécologique claire et des critères de référence pour une adoption cohérente au sein des coopératives.
- Continuez à soutenir les organisations d'agriculteurs en renforçant la gouvernance coopérative, la gestion financière et les systèmes d'apprentissage entre pairs.

Contexte du projet

L'agriculture est le pilier de l'économie burundaise, contribuant à hauteur d'environ 28 % au PIB et employant plus de 90 % de la population active, majoritairement composée de petits exploitants agricoles cultivant des parcelles souvent inférieures à 0,5 hectare. Ce secteur couvre plus de 95 % des besoins alimentaires nationaux et joue un rôle essentiel dans les revenus ruraux, la réduction de la pauvreté et l'emploi. Toutefois, la productivité agricole demeure faible en raison d'un accès limité à des semences de qualité, de la dégradation des sols, du morcellement des terres et d'une forte dépendance aux systèmes pluviaux. Ces contraintes structurelles rendent les moyens de subsistance des petits exploitants extrêmement vulnérables aux chocs.

La banane est l'une des cultures les plus stratégiques du Burundi, représentant environ 30 à 40 % de la consommation des ménages et jusqu'à 50 % des revenus agricoles dans les principales régions bananières. La filière

banane soutient les moyens de subsistance de millions de personnes en milieu rural grâce à la production, la fabrication artisanale de bière, la transformation et le commerce, et contribue significativement aux économies locales. De même, les haricots jouent un rôle économique et nutritionnel essentiel dans le secteur agricole burundais, où leur consommation est parmi les plus élevées au monde et où 90 % des agriculteurs les cultivent pour leur alimentation et leurs revenus, la production nationale étant inférieure à la demande.

L'économie agricole du Burundi a été fortement perturbée par la pandémie de COVID-19. Les revenus des ménages agricoles ont chuté de manière significative pendant cette période, aggravant l'insécurité alimentaire et limitant la capacité des agriculteurs à réinvestir dans la production. Les agricultrices ont été touchées de manière disproportionnée en raison de l'augmentation du travail de soins non rémunéré et de leur participation réduite aux marchés informels.

À propos du projet PARE-COVID

Le projet PARE - COVID, visant à renforcer la résilience des petits exploitants agricoles familiaux membres des coopératives CAPAD face aux effets de la pandémie de COVID-19, est piloté par la Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement (CAPAD), fédération d'organisations de producteurs et de coopératives agricoles au Burundi. Il bénéficie du soutien du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), qui lui octroie une subvention de 2,8 millions de dollars américains dans le cadre de son volet « organisations de producteurs ». Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) assure la supervision du projet.

Ce projet, mis en œuvre entre 2023 et 2026, vise à restaurer la production agricole, à protéger les moyens de subsistance ruraux et à renforcer la résilience des ménages, ainsi que leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il bénéficie à au moins 4 800 familles de petits exploitants agricoles et à plus de 20 000 personnes réparties dans six communes, dont les revenus et la sécurité alimentaire dépendent principalement de l'agriculture. S'appuyant sur une approche coopérative, le projet tire parti de la présence institutionnelle et du réseau local de CAPAD, et cible neuf coopératives agricoles membres de CAPAD opérant dans la zone de Moso, réparties dans les communes de Mishiha, Cendajuru, Kinyinya, Ruyigi, Gisagara et Gisuru, dans l'Est du Burundi.

PARE-COVID soutient l'augmentation quantitative et qualitative de la production de bananes polyvalentes et leur commercialisation, en s'attachant à revitaliser les bananiers improductifs et vieillissants grâce à des variétés riches en vitamine A, appréciées pour leur goût, leur teneur en jus et leur aspect. L'initiative renforce également les cultures vivrières, notamment par l'introduction de haricots biofortifiés afin de mieux répondre aux besoins alimentaires, nutritionnels et de revenus des ménages.

Le projet vise à doubler la capacité de production de l'usine de transformation de bananes de Ruyigi grâce au soutien apporté à une nouvelle ligne d'embouteillage et à des équipements de laboratoire, améliorant ainsi la qualité des produits, leur compétitivité et leur intégration au marché. Par ailleurs, le projet renforce les coopératives en matière de commercialisation collective et contractuelle, améliorant ainsi leurs services économiques, notamment en facilitant l'accès de leurs membres aux intrants et aux marchés, et en augmentant leurs revenus. Cela implique de faciliter le dialogue avec des acteurs privés tels que l'usine de transformation de la Société Coopérative de Transformation, Conditionnement et Commercialisation des Produits Agricoles (SOCOPA), afin de garantir le respect des normes du marché. Un soutien financier direct est également apporté aux ménages les plus durement touchés par la pandémie de COVID-19.



L'équipe d'évaluation CSOs4GAFSP en photo de groupe avec l'équipe de direction de SOCOPA.
CRÉDIT : ESAFF

La méthodologie d'examen des projets

Le Forum des petits agriculteurs d'Afrique orientale et australe (ESAFF), par le biais du Partenariat de la société civile pour le GAFSP,¹ a mené une évaluation du projet PARE-COVID, du 17 au 23 novembre 2025, en utilisant une méthodologie participative, qualitative et fondée sur les droits. Cette évaluation comprenait une recherche documentaire portant sur les documents d'évaluation du projet et les rapports d'avancement. L'échantillonnage, réalisé de manière ciblée, visait à garantir une représentation équilibrée des points de vue des acteurs locaux et institutionnels impliqués dans le projet, en se concentrant sur les communes de la Province Buhumuzu, à savoir Cankuzo, Cendajuru, Gisuru, Ruyigi et Kinyinya.

Seize entretiens ont été menés auprès d'informateurs clés : personnel du projet CAPAD, responsables de coopératives, représentants des gouvernements national et local, et animateurs communautaires. Ces entretiens ont permis de mieux comprendre la mise en œuvre, la coordination et le soutien politique du projet. Quatre groupes de

discussion participatifs et inclusifs ont été organisés avec 71 participants (44 hommes et 27 femmes) des communes de Mishiha, Cendajuru, Kinyinya et Gisuru, dont de jeunes agriculteurs, afin de recueillir leurs témoignages sur l'importance et l'impact du projet. L'analyse a permis de mettre en lumière la diversité des expériences, des pratiques et des difficultés rencontrées par les agriculteurs, et de confronter les résultats aux réalités du terrain.

L'évaluation a privilégié les méthodes féministes et participatives, garantissant un processus de collecte de données centré sur les personnes et encourageant les femmes, les jeunes et les personnes vulnérables à réfléchir de manière critique et sécurisée à la nature des rapports de pouvoir entre les sexes et aux réalités sociales au sein de leurs communautés et du projet. À cette fin, l'évaluation a veillé à l'obtention d'un consentement éclairé et a mis en place des mesures garantissant le respect des principes de protection.

Civil Society Partnership for GAFSP

Le Partenariat de la société civile pour le GAFSP (OSC4GAFSP) est un consortium d'organisations de la société civile mandaté par le GAFSP pour évaluer une sélection de projets financés par des subventions dans sept pays : le Burundi, le Cambodge, la République Démocratique du Congo (RDC), Haïti, le Laos, le Libéria et la Tanzanie. Ce consortium est piloté par ActionAid International, en collaboration avec le Forum des Petits Agriculteurs d'Afrique Orientale et Australe (ESAFF), le Partenariat asiatique pour le développement des ressources humaines en milieu rural (AsiaDHRRA) et la Coordination pour des actions en santé et en développement d'Haïti (COSADH).



Un documentaire sur le projet PARE COVID, produit par ESAFF, via le Partenariat de la Société Civile pour le GAFSP. [Regardez-le ici.](#)

Impact du projet

I. Amélioration des moyens de subsistance grâce à une productivité accrue

Le projet a renforcé la production agricole des petits producteurs, comme en témoignent les améliorations de la productivité et de la qualité des bananes, directement observées et rapportées par les agriculteurs des zones d'intervention.

À **Cendajuru**, des agriculteurs ont décrit comment l'adoption des pratiques agroécologiques soutenues par le projet leur a permis d'accroître leur production de bananes. Par exemple, Elie Nsamisazi a indiqué être passé de cinq régimes de bananes par récolte à environ vingt. De même, plusieurs autres agriculteurs interrogés, qui récoltaient auparavant en moyenne trois régimes sur 0,2 hectare, en récoltent désormais 22 en moyenne sur la même surface, certains atteignant même des rendements supérieurs.

Outre l'augmentation des volumes de production, la qualité des bananes s'est considérablement améliorée. Les agriculteurs constatent des plants plus sains, des peuplements plus denses et une diminution des maladies. Cette amélioration est principalement due à l'utilisation de plants de qualité, exempts de maladies, qui s'implantent plus rapidement, arrivent à maturité plus tôt et sont plus résistants aux ravageurs et aux maladies.

À **Gisuru**, les agriculteurs ont souligné que la productivité a plus que doublé, notant que cinq plants seulement peuvent désormais produire jusqu'à 20 régimes, un résultat auparavant inatteignable. Ces progrès sont dus à l'adoption de techniques de production agroécologiques, notamment l'utilisation de plants de bananiers sains, la mise en œuvre

de pratiques de gestion de la fertilité des sols par l'apport de fumier et de compost, le paillage pour conserver l'humidité et améliorer la santé des sols, la diversification des cultures et la culture intercalaire avec des légumineuses comme les haricots, ainsi que l'assainissement des parcelles, incluant un espacement adéquat.

Par exemple, un agriculteur de Gisuru a déclaré qu'il obtenait désormais un rendement de 50 kg de haricots par 0,5 acre, contre 8 kg auparavant, ce qui améliore les revenus de son ménage et permet à sa famille de mieux subvenir à ses besoins essentiels, notamment le paiement des frais de scolarité de leurs enfants.

Le projet renforce les capacités des membres de la coopérative à créer et gérer des pépinières de bananes, et accroît leur autonomie en leur permettant de produire et de multiplier localement des plants. Les agriculteurs ont témoigné d'une amélioration de leurs connaissances techniques en matière de gestion des cultures, de traitement après récolte et de planification de la production, ce qui a permis d'améliorer les rendements. Cette amélioration est due au soutien du projet qui a facilité l'accès à des semences de qualité testées en laboratoire et à des intrants, notamment des outils, des services de vulgarisation agricole coopératifs (animateurs) et des formations pratiques adaptées aux conditions agroécologiques locales. Les animateurs du CAPAD travaillent avec les agriculteurs sur des parcelles de démonstration, encourageant l'apprentissage entre pairs et la durabilité au sein des communautés. Les agriculteurs se rendent sur ces parcelles de démonstration au moins deux fois par mois pour apprendre et intégrer les savoirs traditionnels aux compétences techniques.



Démonstration de semis en pépinière sous une structure ombragée dans la zone SOCOPA. CRÉDIT : ESAFF

Le projet a également contribué au renforcement des capacités institutionnelles en familiarisant les agents de vulgarisation agricole et les facilitateurs du CAPAD, améliorant ainsi leur capacité à fournir des conseils techniques éclairés, à soutenir l'adoption par les agriculteurs de pratiques durables et à promouvoir une réplique plus large au-delà des communautés bénéficiaires directes, soutenant ainsi la durabilité à long terme et l'extension des résultats du projet.



Petits exploitants agricoles de la commune de Cendajuru présentant une récolte de bananes dans une ferme de démonstration. CRÉDIT : ESAFF

À **Kinyinya**, une augmentation substantielle des rendements de haricots a été constatée. Avant le projet, les agriculteurs récoltaient environ 30 kg de haricots par acre, tandis qu'ils affirment désormais en récolter jusqu'à 200 kg par acre. Outre l'augmentation des volumes de production, la qualité des haricots s'est considérablement améliorée, permettant aux agriculteurs d'accéder à de meilleurs marchés. Par conséquent, le prix de vente des haricots est passé de 0,8 à 3 dollars américains le kilo, ce qui s'est traduit par une hausse des revenus des ménages et une meilleure résilience économique.

Les agriculteurs ont constaté une plus grande stabilité de leurs débouchés commerciaux et une amélioration des prix à la production grâce à la vente collective. Le projet améliore l'accès aux marchés en renforçant le transport collectif dans les centres de regroupement des produits. Un véhicule mobile de collecte de bananes récupère les bananes dans ces centres, qui servent de lieu de stockage temporaire pour les coopératives agricoles, et les transporte jusqu'à l'usine

de transformation de SOCOPA. Ce système permet aux producteurs de surmonter les contraintes individuelles liées à de faibles volumes et à un faible pouvoir de négociation. La commercialisation collective a réduit la dépendance aux intermédiaires, amélioré la négociation des prix et facilité l'accès aux marchés locaux et régionaux. Les agriculteurs participent également à des foires agricoles où ils présentent leurs produits et développent leurs marchés. De plus, ils soulignent que ces ventes coopératives leur assurent désormais un revenu régulier tout au long de l'année.

L'usine de transformation de bananes SOCOPA de Ruyigi a également offert un débouché aux agriculteurs, qui non seulement vendent leurs bananes à l'usine, mais respectent également les normes établies. Les agriculteurs s'efforcent d'améliorer la qualité de leurs bananes. SOCOPA est une coopérative de transformation qui valorise divers produits agricoles destinés à la revente. Dans le cadre du projet PARE-COVID, SOCOPA a reçu une subvention pour acquérir de nouveaux équipements d'embouteillage et de nettoyage de jus, afin d'améliorer son efficacité opérationnelle et d'accroître sa capacité de traitement des bananes pour la production de jus. Depuis la garantie du marché, les agriculteurs ont augmenté leur production de bananes et ont signé un contrat d'approvisionnement leur assurant le double du prix du marché. Si la vente en gros, grâce au regroupement des achats et au soutien au transport, a permis de réduire les coûts d'exploitation, certains agriculteurs estiment que le prix à la production reste globalement bas et que leurs profits sont faibles, même s'ils sont supérieurs à ceux du marché libre.

De plus, le projet a amélioré l'inclusion financière et réduit la dépendance aux prêteurs informels. Il a aidé les agriculteurs à créer des groupes d'épargne et de crédit communautaires, permettant à leurs membres d'épargner régulièrement et d'accéder à de petits prêts, ce qui leur permet également de mieux gérer leurs besoins de trésorerie saisonniers.

Dans la commune **de Cendajuru**, une agricultrice, Mme Yvette Irankunda, a expliqué que les revenus tirés de la production de bananes et de haricots lui ont permis de construire une maison pour ses parents et d'investir dans l'élevage de chèvres, dont le cheptel est déjà en âge de se reproduire. Elle est également membre active d'une association villageoise d'épargne et de crédit (Fonds de solidarité MUSO), au sein de laquelle les membres, de leur propre initiative, contribuent à l'épargne, accèdent au crédit et reçoivent des dividendes annuels en fonction de leur niveau de contribution, ce qui favorise l'inclusion financière et la résilience.



Mme Yvette Irankunda, une jeune agricultrice familiale, tient une boîte de sécurité qu'elle utilisait pour garder l'argent de leur groupe d'épargne villageois. [Regardez sa vidéo témoignage ici](#). PHOTO: ESAFF

Leçons clés

- La productivité est stimulée par l'utilisation de plants de bananiers sains et par des techniques de production agroécologiques.
- Les parcelles de démonstration entre agriculteurs accélèrent l'adoption des pratiques agroécologiques et améliorent la durabilité.
- La commercialisation collective par le biais de coopératives réduit les coûts de transaction, renforce le pouvoir de négociation et stabilise les revenus d'une saison à l'autre.
- Les accords d'écoulement garantis incitent les agriculteurs à augmenter leur production et à améliorer la qualité.
- Les goulots d'étranglement de la chaîne de valeur (énergie, installation d'équipements, transport) peuvent considérablement limiter les avantages s'ils ne sont pas traités rapidement.

II. Renforcer la résilience climatique par l'adaptation et l'agroécologie¹

Au Burundi, l'irrégularité des précipitations et les sécheresses prolongées ont affecté l'implantation précoce des jeunes plants de bananier, tandis que l'érosion des sols dans les zones vallonnées menace la survie des jeunes plantations. De plus, alors que le Burundi bénéficie habituellement de deux saisons de croissance annuelles, ces dernières années, il n'y en a eu qu'une seule.

Le projet PARE-COVID a accompagné les agriculteurs et leurs communautés dans leur adaptation au changement climatique en promouvant des pratiques agroécologiques qui renforcent la résilience, réduisent la dépendance aux intrants externes, favorisent les synergies, promeuvent une utilisation durable des terres et de l'eau et améliorent la santé des écosystèmes. Grâce à ce projet, les agriculteurs ont été formés et accompagnés dans l'adoption de techniques telles que la diversification des cultures, les cultures intercalaires, le paillage, la culture en courbes de niveau, le compostage et la conservation des sols et de l'eau. Ils combinent largement cultures et élevage de petit bétail, intrants biologiques et agroforesterie pour générer des co-bénéfices tels que l'amélioration des rendements, de la nutrition et de la résilience. Cette approche est complétée

par la participation des agriculteurs à des séances de planification participative de l'utilisation des terres. L'utilisation de ces pratiques a été constatée sur l'ensemble des sites du projet.



Un employé de l'usine de transformation de jus de banane SOCOPA tenant un bassin contenant des mouches soldats noires. CRÉDIT : ESAFF

1. Cette étude définit l'agroécologie en fonction des 13 principes élaborés par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

L'utilisation d'intrants organiques locaux, notamment le Tithonia (*Tithonia diversifolia*) comme biopesticide, engrais et fumier, a été encouragée afin d'améliorer la fertilité des sols, de lutter contre les ravageurs et les maladies, de favoriser la rétention d'eau et de réduire les coûts de production. Les agriculteurs ont été formés par les animateurs du CAPAD (agents de vulgarisation agricole), qui ont aménagé des sections dédiées au sein des parcelles de démonstration pour les guider concrètement dans la préparation et l'application de ces intrants organiques. Ces pratiques ont renforcé la structure du sol et réduit sa vulnérabilité aux aléas climatiques et aux sécheresses prolongées. À Mishiha, par exemple, les agriculteurs ont cultivé et multiplié des plants de Tithonia en bordure de leurs exploitations pour lutter biologiquement contre les ravageurs. Des centres de compostage coopératifs ont également été mis en place à Cendajuru et Kinyinya afin d'intensifier le recyclage des déchets organiques et des résidus de récolte.

Dans les communes de Mishiha et Cendajuru, les agriculteurs ont constaté que les parcelles traitées avec du Tithonia et du fumier conservaient l'humidité plus longtemps. Par exemple, lors de saisons des pluies tardives et irrégulières, les cultures des parcelles améliorées sont restées saines, tandis que les champs voisins ont subi un flétrissement et une baisse des rendements. Certains agriculteurs ont indiqué avoir pu récolter malgré des saisons des pluies plus courtes, alors qu'auparavant, ils risquaient des pertes de récolte partielles ou totales. Cela a réduit leur exposition aux pénuries alimentaires et la nécessité d'acheter des denrées pendant les périodes de disette, renforçant ainsi la résilience des ménages.

Au niveau communautaire, l'agroécologie est encouragée par l'utilisation de semences résistantes à la sécheresse, le partage de connaissances entre agriculteurs, des parcelles de démonstration et des formations animées par les coopératives. Il est à noter que les cultures vivrières promues sont celles généralement cultivées et consommées par les agriculteurs. Ces derniers ont constaté une amélioration des rendements et une production plus stable, malgré la variabilité climatique, notamment lors des saisons de pluies irrégulières. L'utilisation d'engrais organiques, comme le Tithonia, a été soulignée comme étant à la fois abordable et efficace. Les agriculteurs de la coopérative de Shirukubute ont expliqué comment le projet encourage la culture intercalaire de bananes et de haricots ainsi que l'agroforesterie par la plantation d'arbres qui coexistent avec des cultures telles que l'umuhumure, le calliandra et le grevillea, favorisant ainsi une plus grande biodiversité agricole.

Bien que le projet ne soutienne pas l'élevage d'animaux, les agriculteurs diversifient leurs cultures en intégrant du petit bétail comme des chèvres, des porcs et des poules. Ils affirment que l'intégration de ce petit bétail améliore non seulement la nutrition et les revenus, mais contribue également à l'équilibre de l'écosystème et accroît la disponibilité du fumier.

À l'usine SOCOPA, le projet finance l'achat de bouteilles que l'entreprise recycle en offrant une prime de retour. La nouvelle machine d'embouteillage permet à l'usine de moderniser son processus : auparavant, l'utilisation de bouteilles résistantes à la chaleur intense de la pasteurisation était nécessaire ; désormais, elle peut envisager l'utilisation d'emballages disponibles localement, comme des bouteilles en papier.



Seedling nursery demonstration under a shaded structure at the SOCOPA area.
CRÉDIT : ESAFF

La formation en agroécologie dispensée dans le cadre du projet m'a permis de gagner en autonomie. J'avais toujours compté sur mon mari pour préparer le compost destiné à nos champs. Le projet m'a permis de suivre une formation pratique sur des méthodes qui ne demandent pas beaucoup de main-d'œuvre. Cela m'a aidée à tout préparer toute seule, sans avoir à attendre mon mari.
A woman farmer from Cendajuru.

Le projet a également renforcé la résilience des agriculteurs en les encourageant à diversifier leurs cultures et leur petit élevage afin de réduire les risques et d'accroître leurs sources de revenus. Les groupes d'épargne et de crédit des MUSO ont contribué à améliorer leur situation financière. Les petits exploitants agricoles se livrent également à d'autres activités économiques non agricoles, comme la transformation des bananes en bouillie et en crêpes, pour augmenter leurs revenus.

Globalement, les agriculteurs ont indiqué que l'intégration des principes agroécologiques dans le projet les a aidés à

accroître leur production, à améliorer la santé de leurs sols et à promouvoir une alimentation nutritive et diversifiée. Toutefois, l'application de ces pratiques agroécologiques varie considérablement d'une coopérative à l'autre, et le projet gagnerait à se doter d'une stratégie agroécologique globale qui définisse ces principes comme référence pour une adoption et un suivi progressifs.

Leçons clés

- Les pratiques agroécologiques sont efficaces, peu coûteuses et adaptées au contexte local pour renforcer la résilience face aux précipitations irrégulières et à la dégradation des sols.
- L'utilisation d'intrants biologiques disponibles localement accroît l'autonomie des agriculteurs et réduit leur dépendance aux marchés extérieurs.
- En l'absence d'un cadre agroécologique commun, l'adoption reste inégale, ce qui souligne la nécessité de critères de référence et d'un suivi clairs.

III. Prise en compte du genre et autonomisation des femmes

Au niveau du projet, les neuf coopératives participantes sont composées à 40 % de femmes. Ces coopératives représentent 510 groupes (dont 20 % de femmes parmi les membres). Le projet emploie 33 personnes au total, dont deux femmes (6 %), ainsi qu'un comptable dans chacune des neuf coopératives soutenues, dont trois femmes (33 %). Il conviendrait d'encourager un recrutement plus inclusif afin de garantir un meilleur équilibre entre les sexes au sein du personnel du projet.

Bien que la proposition de projet ait intégré la dimension de genre en privilégiant la participation des femmes aux coopératives CAPAD, aux activités de formation et aux interventions génératrices de revenus, d'importantes lacunes subsistent dans sa mise en œuvre. Aucun critère ni indicateur spécifique n'avait été défini pour la participation des femmes ou des ménages dirigés par des femmes ; leur participation était plutôt une conséquence de leur appartenance aux coopératives sélectionnées. De ce fait, la participation des hommes et des femmes est inégale ; par exemple, les femmes ne représentaient que 38 % des participants à l'évaluation.

« Les femmes travaillent, mais ce sont les hommes qui prennent les décisions sur le marché et gèrent les revenus. » Eliezel, responsable du projet PARE-COVID

Malgré ces lacunes, certaines agricultrices ont partagé des témoignages illustrant leur autonomisation. Elles ont notamment souligné que le projet les avait aidées à participer à toutes les étapes de la chaîne de valeur. Elles ont cependant reconnu que les hommes continuent de prendre les décisions en matière de commercialisation et de contrôler la majeure partie des revenus agricoles.

Sur le plan économique, les agricultrices ont amélioré leur production agricole et leurs revenus grâce à l'accès à des semences et intrants de qualité, à des formations techniques, à la commercialisation collective et à leur participation à des groupes d'épargne et de crédit. Un meilleur contrôle de leurs revenus leur a permis de mieux subvenir aux besoins de leur ménage, de réinvestir dans l'agriculture et de réduire leur dépendance vis-à-vis des hommes. Plusieurs femmes ont indiqué que la perception et la gestion de leurs revenus par le biais d'activités coopératives avaient renforcé leur autonomie financière

et leur résilience. Elles jouent également un rôle moteur dans la diversification des activités génératrices de revenus, comme la préparation de bouillies et de crêpes et leur vente sur les marchés. À l'usine de transformation de jus de banane SOCOPA, les femmes sont à la tête de certains domaines, notamment la commercialisation et le contrôle qualité (nettoyage des bouteilles avant remplissage).

Sur le plan social, le projet a contribué à renforcer le rôle et la visibilité des femmes au sein des coopératives et des structures communautaires. Elles occupent désormais des postes tels que membre du comité de coopérative, trésorière de groupes d'épargne et de crédit, et agricultrice référente, facilitant l'apprentissage entre pairs. Cette participation à des postes de direction a accru leur confiance en elles, leurs compétences en communication orale et leur reconnaissance en tant qu'agricultrices et leaders communautaires compétentes. Dans le village de Cendajuru, la responsable et la secrétaire du groupe d'épargne et de crédit de la coopérative sont toutes deux des femmes. Dans d'autres coopératives, les femmes pilotent l'organisation de la commercialisation collective (comme à l'usine de transformation SOCOPA) et les activités d'épargne, faisant preuve d'une gestion efficace et d'un sens aigu des responsabilités.

Les femmes ont également témoigné de l'amélioration de leur statut social grâce à leur participation au projet. Maria, de la coopérative Shirukubute, a expliqué que le projet leur avait permis d'améliorer leur situation sociale grâce à l'augmentation de leurs revenus, ce qui leur permet désormais de payer les frais de scolarité, d'améliorer leur alimentation en conservant les surplus de production pour leur consommation personnelle et d'acheter des condiments comme de l'huile, des épices et de la viande pour agrémenter leurs repas. Fait intéressant, les femmes ont indiqué qu'elles participaient désormais activement à la vie politique, notamment en votant lors des élections, alors qu'auparavant leurs maris les en auraient dissuadées.

Au niveau des ménages, l'accroissement de la contribution économique et des rôles de leadership s'est traduit par un respect accru, une réduction des inégalités de pouvoir entre les sexes et une plus grande participation des femmes aux décisions familiales. Les femmes ont indiqué être davantage impliquées dans les décisions relatives au choix des cultures,

à l'utilisation des revenus, à l'éducation des enfants et aux investissements du ménage. La reconnaissance du travail de soins non rémunéré des femmes s'est améliorée, les membres des ménages reconnaissant de plus en plus leur double rôle dans la production et les soins familiaux. Certains ménages ont fait état d'un partage plus étroit des responsabilités, notamment pendant les périodes de pointe des récoltes.

Les femmes ont exprimé leur satisfaction quant aux techniques agroécologiques enseignées dans le cadre du projet, comme le compostage, soulignant leur faible pénibilité du travail puisqu'elles ne nécessitent pas de creuser. Une discussion de groupe à Mishiha a révélé comment les femmes agissent comme actrices du changement communautaire en matière de nutrition. Elles ont notamment sensibilisé le personnel et les élèves de l'école de Mishiha aux bananes enrichies en vitamine A et aux haricots biofortifiés produits dans le cadre du projet.

« Au Burundi, on ne tient généralement pas compte des femmes. Grâce à ce projet, beaucoup de choses ont changé, notamment la participation des femmes et leur présence aux réunions. Aujourd'hui, un homme ne peut plus vendre un terrain sans le consentement de sa femme. »

Maria – membre de la coopérative Shirukubute, évoquant l'importance des réunions de la coopérative.

Leçons clés

- La participation économique des femmes augmente lorsqu'elles ont accès aux intrants, à la formation technique, au marketing collectif et aux mécanismes d'épargne.
- Une conception intentionnelle tenant compte du genre (objectifs, parcours de leadership, formation adaptée) est nécessaire pour faire évoluer le leadership et le pouvoir de décision dans les organisations agricoles, et pas seulement la participation.

IV. Améliorer la nutrition des ménages et la sécurité alimentaire

Au niveau des ménages et des communautés, l'amélioration de la production a directement accru la disponibilité alimentaire et la diversité des régimes alimentaires. Les familles ont déclaré consommer la majeure partie de leur propre production et vendre le surplus pour générer des revenus. Ces revenus accrus ont permis aux ménages de

satisfaire leurs besoins essentiels, tels que l'achat d'autres types d'aliments, l'accès aux soins de santé, l'éducation et le réinvestissement dans des actifs productifs, contribuant ainsi à l'amélioration de leur niveau de vie. Grâce à l'augmentation de la productivité agricole et des revenus, les agriculteurs ont indiqué pouvoir désormais se permettre de préparer trois repas par jour, contre un seul auparavant (seuls les enfants bénéficiaient d'un deuxième repas).

De même, à Mishiha, les agriculteurs ont indiqué que le projet avait renforcé leurs compétences en matière d'élevage de volailles et de jardinage, leur permettant ainsi d'améliorer l'alimentation de leurs familles et de générer des revenus supplémentaires. Ces gains ont permis aux familles d'acheter des articles ménagers essentiels et de subvenir à leurs autres besoins fondamentaux.

Le projet, à vocation principalement commerciale, vise la distribution de 284 000 bananes, dont 60 % de variétés destinées à la transformation et 40 % à la consommation directe et aux desserts. Parmi ces dernières figurent des variétés de bananes biofortifiées en vitamine A. Le projet a également distribué 33 tonnes de différentes variétés de haricots biofortifiés (en fer).² Ces haricots sont distribués aux agriculteurs via une chaîne de solidarité et un système de redistribution s'étalant sur trois saisons. Au Burundi, outre les bananes à la vitamine A et les haricots enrichis en fer déjà promus par le projet, l'*Institut des sciences agronomiques du Burundi* (ISABU) a également mis sur le marché des variétés de patates douces enrichies en vitamine A.



Le projet favorise l'accès à une alimentation saine et diversifiée, augmentant ainsi la variété des aliments consommés par les familles. Cependant, il n'a pas pleinement exploité le potentiel des femmes et des jeunes pour promouvoir de bonnes pratiques de santé et de nutrition. Les femmes participent activement à la production alimentaire et pourraient bénéficier de meilleures méthodes de préparation et de consommation des aliments, notamment en mettant en relation les représentantes des coopératives avec l'IITA pour des formations à la valorisation des produits. Par exemple, lors d'une formation à la valorisation de la banane pour la fabrication de produits culinaires tels que le pain, les beignets et le porridge, dispensée par l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), partenaire de mise en œuvre du projet, seules trois des neuf responsables de coopératives formées étaient des femmes. La formation ultérieure des membres des coopératives par ces responsables aurait rencontré des difficultés. Le projet pourrait envisager d'élaborer et de mettre en œuvre un plan nutritionnel incluant des démonstrations culinaires et des actions de sensibilisation à la nutrition pour les membres des coopératives, afin d'optimiser l'utilisation des aliments disponibles et d'améliorer la nutrition des ménages.

Le projet de marché SOCOPA favorise l'autosuffisance des communautés grâce à une meilleure distribution alimentaire, réduisant ainsi les pertes et le gaspillage. Les agriculteurs disposent désormais d'un débouché pour leurs bananes de bonne qualité. L'élaboration de normes de produits par le Bureau Burundais de Normalisation (BBN) dans le cadre de ce projet a contribué à améliorer la sécurité alimentaire et à préserver la santé publique, non seulement pour le projet lui-même, mais aussi pour le Burundi et le marché voisin de la Communauté d'Afrique de l'Est, où sont commercialisés les produits dérivés de la banane : jus et vin.

Leçons clés

- L'augmentation de la production améliore les revenus et la disponibilité alimentaire, mais les résultats nutritionnels nécessitent des connaissances complémentaires et un changement de comportement.
- Les cultures biofortifiées peuvent contribuer à des régimes alimentaires plus nutritifs, mais seulement si elles sont associées à une formation en matière de préparation des aliments et à la promotion de la diversité alimentaire.
- Les femmes sont des actrices essentielles du changement nutritionnel au sein des communautés et des ménages et devraient bénéficier d'un soutien systématique par le biais de formations.

2. L'intégration de cultures biofortifiées est une stratégie visant à accroître la teneur en micronutriments des cultures de base, contribuant ainsi à lutter contre les carences. Des variétés de cultures vivrières courantes, enrichies en micronutriments et adaptées au climat, sont sélectionnées pour fournir aux ménages ruraux du fer, du zinc et de la vitamine A essentiels, améliorant ainsi leur état nutritionnel, leur santé et leurs moyens de subsistance.

V. Promouvoir la participation et la cohésion communautaires

Le projet a activement impliqué les petits producteurs alimentaires grâce à leur adhésion aux coopératives CAPAD, ces structures gérées par les agriculteurs constituant le principal point d'entrée pour sa mise en œuvre. Ce modèle coopératif a permis une prestation de services rentable, tout en renforçant la cohésion sociale et les structures de gouvernance locale.

« Ce projet nous a permis d'avoir davantage accès à une grande variété d'aliments, mais il ne nous a pas enseigné les techniques culinaires nécessaires à une alimentation équilibrée. »
Esperance, membre de la coopérative Shirukubute

Les agriculteurs et les organisations de la société civile ont été impliqués tout au long du cycle de vie du projet. Lors de la planification, les coopératives ont participé à l'évaluation des besoins et à la sélection des bénéficiaires, ainsi qu'au choix des cultures agricoles à haute valeur ajoutée (bananes et haricots) et des zones d'implantation des écoles pratiques d'agriculture (parcelles de démonstration), garantissant ainsi l'inclusion et la pertinence locale. Pendant la mise en œuvre, elles ont coordonné le déploiement des activités, la mobilisation des membres et le suivi des progrès au niveau communautaire. Les organisations de la société civile ont soutenu l'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités et la formation, les essais et la production de semences, en veillant au respect des normes de production et au plaidoyer, tout en contribuant aux processus de suivi et d'apprentissage. Des consultations régulières, des réunions de coopératives et des séances de retour d'information ont permis de s'assurer que les priorités des agriculteurs et les connaissances locales orientent la conception et la mise en œuvre des activités du projet. Cette approche a renforcé la confiance, la participation et la pertinence des interventions pour les réalités des petits exploitants.

Les MUSO (mutuelles de solidarité), groupes d'épargne et de crédit créés et renforcés au sein des coopératives pour améliorer l'inclusion financière des petits exploitants agricoles, ont également favorisé la participation et la cohésion communautaires. Ces groupes fonctionnent selon un modèle où les agriculteurs épargnent régulièrement, accèdent à de petits prêts à des taux d'intérêt convenus (généralement 9 %, inférieurs aux taux du marché de 12

%) et remboursent selon des échéances définies. À la fin de chaque échéance, les bénéfices générés par les intérêts perçus sur les prêts sont redistribués aux membres sous forme de dividendes, au prorata de leurs contributions individuelles. Grâce aux MUSO, les agriculteurs achètent collectivement des intrants agricoles, du petit bétail et des produits de première nécessité, gèrent les déficits de trésorerie saisonniers et réduisent leur dépendance aux prêteurs informels, renforçant ainsi leur résilience économique et leur capacité d'investissement.

Le projet a renforcé les groupements d'agriculteurs locaux en consolidant leur gouvernance coopérative, leur gestion organisationnelle et leurs capacités de leadership. Les coopératives CAPAD ont bénéficié d'un soutien sous forme d'équipements de travail, tels que des ordinateurs, des kits solaires pour l'alimentation électrique et des armoires pour le rangement des documents, afin d'améliorer la coordination interne, la transparence et l'action collective, notamment en matière de planification de la production, de gestion des intrants, de commercialisation et d'initiatives d'épargne et de crédit. Dans le cadre d'un meilleur contrôle financier, les neuf coopératives ont reçu un soutien initial pour le recrutement de comptables de projet. Au moment de l'évaluation, les coopératives avaient couvert avec succès les coûts de leur responsable financier et de leurs mobilisateurs communautaires pendant trois mois consécutifs, témoignant d'une autonomie financière croissante. Grâce aux interventions ciblées de renforcement des capacités de CAPAD, sept des neuf coopératives avaient atteint le plus haut niveau de formalisation, reflétant une gouvernance solide, une maturité organisationnelle et une efficacité opérationnelle élevées, tandis que les deux autres étaient en voie d'atteindre ce même niveau.

Les coopératives qui se sont formalisées ont été stratégiquement liées à d'autres projets soutenus séparément par la Banque Mondiale et le FIDA, ce qui leur a permis d'accéder à des services de microfinance et de diversifier leurs revenus grâce à des activités génératrices de revenus (AGR). Ces efforts ont renforcé la capacité fonctionnelle des coopératives à fournir des services à leurs membres et à représenter plus efficacement les intérêts des agriculteurs au niveau local, consolidant ainsi leur cohésion interne.

CAPAD a elle-même attesté avoir bénéficié d'une relation de travail positive avec son entité de tutelle (FIDA), ce qui a contribué à renforcer le professionnalisme grâce à des visites annuelles conjointes sur le terrain au cours desquelles CAPAD a reçu des recommandations concrètes.

Leçons clés

- Des coopératives agricoles fortes renforcent la cohésion sociale, l'inclusion financière et la gouvernance locale.
- Les groupes d'épargne et de crédit sont de puissants outils de résilience, permettant aux ménages de gérer les chocs et d'investir de manière productive.
- Le renforcement des capacités internes (personnel, systèmes) des coopératives agricoles contribue à une bonne gouvernance et à une gestion financière durable au-delà de la durée du projet.

Défis

Outre les difficultés mentionnées dans les sections précédentes, les participants à l'examen ont fait part de leurs préoccupations concernant les problèmes liés aux opérations et les retards dans la mise en œuvre des activités. En particulier,

- Les pénuries de carburant ont perturbé le transport et le fonctionnement de l'usine SOCOPA. En conséquence, les agriculteurs de CAPAD ont bénéficié d'un soutien pour améliorer leurs pratiques de stockage et de manutention temporaires afin de minimiser les pertes après récolte. Les groupements d'agriculteurs ont également été incités à transporter leurs produits en vrac de manière stratégique, en fonction des disponibilités de transport confirmées, afin de limiter les risques de détérioration.
- Des retards dans l'approvisionnement en rejets de bananier et en semences de haricot, diffusé et fourni par l'ISABU, souvent arrivés tard dans la saison, ont réduit leur efficacité. Pour remédier à cette situation, CAPAD renforce les mécanismes locaux de résilience semencière. Les groupements d'agriculteurs sont encouragés à multiplier leurs propres semences, notamment ceux qui en ont reçu, et à les partager avec leurs pairs. Concernant la banane, l'accent est mis sur la création de jardins mères locaux et la promotion de la multiplication à la ferme de rejets sains afin de garantir un accès rapide à du matériel de plantation de qualité.
- Par ailleurs, l'installation des équipements de remplissage et de nettoyage des bouteilles à l'usine de bananes SOCOPA a été retardée, ce qui a affecté l'efficacité de la production. Bien que la machine de remplissage et de nettoyage, fabriquée par Ferrero Bottling Lines en Italie, ait déjà été livrée à l'usine SOCOPA, son installation par le fournisseur italien est toujours en suspens en raison de problèmes d'organisation, malgré les relances de SOCOPA. Ce retard d'installation a empêché la pleine mise en service de la ligne de transformation et de conditionnement.
- Les fonds de l'ITA, partenaire de mise en œuvre, sont gérés de manière centralisée et transitent par son siège au Nigéria avant d'être disponibles au Burundi, ce qui retarde la mise en œuvre du projet.

Conclusions et recommandations

Le projet a produit des résultats concrets, notamment une amélioration de la productivité, des revenus, de la résilience climatique et de l'autonomisation sociale des petits exploitants agricoles grâce à la promotion de pratiques agroécologiques, à l'accès à des semences de qualité, au renforcement des coopératives et à des structures communautaires inclusives. Le projet aide les agriculteurs à s'adapter aux changements climatiques et à renforcer leur résilience. Une production plus élevée et plus stable, associée à un meilleur accès aux marchés, a permis aux agriculteurs participants de vendre leurs excédents à des prix plus avantageux, ce qui a entraîné une augmentation et une plus grande prévisibilité de leurs revenus. Ces gains de revenus ont réduit leur vulnérabilité aux chocs et renforcé leur capacité à planifier et à investir dans d'autres activités.

La livraison des semences, l'installation des équipements de transformation et le déblocage des fonds ont nui à l'efficacité. La participation des femmes et des hommes demeure inégale en raison du nombre limité d'activités ciblées. Les possibilités de renforcer l'éducation nutritionnelle sont également sous-exploitées.

Pour tirer parti des réussites et relever les défis, l'examen formule les recommandations suivantes :

- *Augmenter le montant des subventions accordées aux coopératives.* Afin de leur permettre d'étendre leur soutien à d'autres cultures et à l'élevage, des fonds supplémentaires leur permettraient d'inclure l'avocat, le café, la pomme de terre, le maïs et l'arachide, cultures importantes dans les zones de mise en œuvre. Le soutien à la production animale viendra également compléter les principes agroécologiques déjà appliqués. Un soutien plus important et plus diversifié renforcera la résilience, permettant aux agriculteurs de se remettre plus rapidement des chocs, de diversifier leurs sources de revenus et de consolider la sécurité alimentaire des communautés.
- *Renforcer la participation des coopératives du CAPAD.* Le projet ne dessert actuellement que neuf des 400 coopératives membres de CAPAD. Compte tenu du succès rencontré jusqu'à présent, le soutien apporté à CAPAD devrait être renforcé afin de lui permettre d'intégrer davantage de coopératives.
- *Investir dans des solutions d'énergie propre.* Des solutions comme les microréseaux solaires pour les coopératives et l'usine de traitement SOCOPA permettraient de réduire leur dépendance aux combustibles fossiles et d'assurer la continuité de leurs opérations. Une énergie propre et fiable réduirait les coûts de production et renforcerait la résilience face aux perturbations futures, contribuant ainsi à la stabilité économique.
- *Améliorer les infrastructures d'irrigation.* Mettre en place des systèmes d'irrigation à petite échelle pour atténuer les risques climatiques tels que l'irrégularité des précipitations et les sécheresses prolongées. L'aide à l'irrigation permettrait de réduire la dépendance aux aléas climatiques, de stabiliser la production et de préserver les moyens de subsistance, aidant ainsi les agriculteurs à se remettre des chocs climatiques.
- *Renforcer l'intégration de la dimension de genre.* Il est essentiel d'intégrer davantage d'interventions spécifiques au genre, telles que des formations au leadership destinées aux femmes, la mise à disposition de ressources pour les entreprises dirigées par des femmes et la garantie de leur représentation au sein des conseils d'administration des coopératives et des groupes MUSO. L'autonomisation des femmes renforce la résilience des ménages et des communautés, assure un accès équitable aux ressources et améliore la sécurité alimentaire, éléments cruciaux pour une reprise durable après la pandémie.
- *Élaborer et mettre en œuvre un programme nutritionnel.* Qui forme les femmes à la préparation et à la conservation des aliments et permet aux coopératives agricoles de promouvoir la consommation des aliments locaux de plus en plus diversifiés soutenus par le projet.
- *Favoriser le versement des fonds en temps opportun.* Pour remédier aux retards dans le versement des fonds de l'IITA (actuellement acheminés via son siège au Nigéria), l'IITA devrait explorer des mécanismes de décaissement plus directs afin d'assurer une mise en œuvre rapide.
- *Fournir une assistance technique régulière.* Afin de garantir la réalisation du projet et la fourniture des services dans les délais impartis, il convient, par exemple, l'appui technique fourni par l'organisme de supervision (FIDA) devrait remédier aux retards dans l'installation de la machine de remplissage et de nettoyage des bouteilles à l'usine SOCOPA, ainsi qu'aux retards de livraison des semences aux agriculteurs.
- *Continuer à promouvoir les mesures d'adaptation au changement climatique.* La collaboration existante du projet avec l'institut météorologique national devrait être étendue afin de soutenir les systèmes d'alerte précoce communautaires face à la variabilité météorologique.

- *Soutenir la mise en œuvre systématique de pratiques agroécologiques.* Dans l'ensemble des coopératives participant au projet, une stratégie et des indicateurs de performance ont été adoptés. Si les agriculteurs ont indiqué que l'intégration des principes agroécologiques dans le projet les avait aidés à accroître leur production, à améliorer la santé de leurs sols et à promouvoir des régimes alimentaires nutritifs et diversifiés, l'application de ces pratiques varie considérablement d'une coopérative à l'autre.
- *Il convient de poursuivre le soutien aux coopératives et aux groupements d'agriculteurs,* en mettant l'accent sur les structures de gouvernance, la formation au leadership et à la gestion financière, le développement du leadership féminin et le renforcement des plateformes d'apprentissage entre pairs. Des coopératives solides garantissent la pérennité et la continuité des activités au-delà du projet, permettant ainsi aux agriculteurs de rester organisés et d'accéder aux intrants, aux marchés et aux services financiers même après la fin du soutien.

With support from



Le Partenariat de la Société Civile pour le GAFSP apprécie le soutien financier généreux du GAFSP. Toutes opinions, conclusions ou résultats exprimés ici sont uniquement ceux du Partenariat et ne reflètent pas nécessairement les vues du GAFSP.

PHOTO DE COUVERTURE: Petits exploitants agricoles du Burundi tenant du jus de banane produit par l'usine SOCOPA. CRÉDIT : ESAFF

Design : www.NickPurserDesign.com



#CSOs4GAFSP

For more information, contact CSOs4GAFSP@actionaid.org